



Formation

Baisse des compétences
fondamentales à la fin de la scolarité
obligatoire: un **défi pour la formation
professionnelle et l'économie**

01.09.2026

D'un coup d'oeil

La baisse des compétences fondamentales à la fin de la scolarité obligatoire constitue un défi de plus en plus important pour la formation professionnelle. Une enquête des faîtières économiques révèle des lacunes importantes, notamment en écriture et en mathématiques. Le manque de bases solides complique le recrutement d'apprenants adéquats et alourdit la charge de travail liée à leur encadrement. La volonté de former des jeunes en pâtit: une entreprise sur cinq déclare déjà former moins d'apprenants ou avoir l'intention d'en former moins en raison de cette évolution.

Inhalt

1. L'essentiel en bref
2. Position de l'économie
3. Compétences fondamentales en Suisse: constatations, lacunes et questions ouvertes
4. Des compétences fondamentales solides renforcent la formation professionnelle duale
5. Comment les entreprises formatrices évaluent les compétences fondamentales
6. Encourager l'acquisition des compétences fondamentales, c'est renforcer la formation professionnelle duale

L'essentiel en bref

Depuis 2012, des évaluations nationales et internationales des acquis scolaires font état d'un recul des compétences fondamentales en lecture, en écriture et en mathématiques. On ignore pour l'essentiel quels facteurs sont responsables de cette évolution.

Afin d'en étudier les répercussions sur la formation professionnelle duale, *economiesuisse*, l'Union patronale suisse (UPS) et l'Union suisse des arts et métiers (usam) ont mené une enquête auprès des entreprises formatrices. L'analyse des réponses de quelque 2900 participants montre que de nombreuses entreprises constatent des lacunes et observent une nette détérioration de la situation ces dernières années. Les évaluations sont particulièrement critiques en ce qui concerne les compétences en écriture ainsi que des compétences essentielles en mathématiques. En parallèle, on constate de plus en plus de difficultés concernant des compétences interdisciplinaires essentielles telles que l'autonomie, l'organisation personnelle ou l'esprit critique.

Les conséquences se font sentir au quotidien dans le cadre de la formation. Les lacunes constatées compliquent la recherche d'apprenants adéquats,

de même qu'elles alourdissent le travail des formateurs et les coûts de formation. La volonté de former en pâtit: ces coûts supplémentaires poussent un cinquième des entreprises interrogées à former moins d'apprenants ou à ne plus vouloir en former.

Ces résultats soulignent l'importance de compétences fondamentales et interdisciplinaires solides pour réussir le passage vers la formation professionnelle duale et vers le marché du travail, ainsi que pour motiver les entreprises à continuer de former des personnes.

Le présent dossier politique a été rédigé en collaboration avec l'Union patronale suisse (UPS) et l'Union suisse des arts et métiers (usam). Les responsables sont Rudolf Minsch, responsable Politique économique et Économie extérieure et chef économiste chez economiesuisse, Nicole Meier, responsable du secteur Formation, formation professionnelle initiale et continue à l'UPS, et Dieter Kläy, responsable Marché du travail, formation professionnelle et droit économique à l'usam.

Position de l'**économie**

- Les compétences fondamentales doivent être reconnues comme un facteur déterminant pour l'éducation, l'économie et l'attractivité d'une place économique. Elles constituent le fondement d'une formation professionnelle duale solide, de la garantie d'une main-d'œuvre qualifiée et de la compétitivité de la Suisse.
- Il convient d'analyser systématiquement les causes de ce recul des compétences et d'utiliser les monitorings effectués avec rigueur pour apporter des améliorations fondées sur des données.
- La lecture, l'écriture, les mathématiques ainsi que des compétences interdisciplinaires essentielles doivent faire l'objet d'un soutien ciblé et être renforcées durant la scolarité obligatoire.
- Les lacunes doivent être comblées au plus vite pendant la scolarité obligatoire, avant qu'elles n'entraînent un surcroît de travail et des coûts supplémentaires dans la formation professionnelle.
- Il importe de veiller à ce que les entreprises restent disposées à former des apprenants à long terme. Des compétences fondamentales solides créent les conditions indispensables pour que des entreprises puissent continuer à proposer suffisamment de places d'apprentissage.



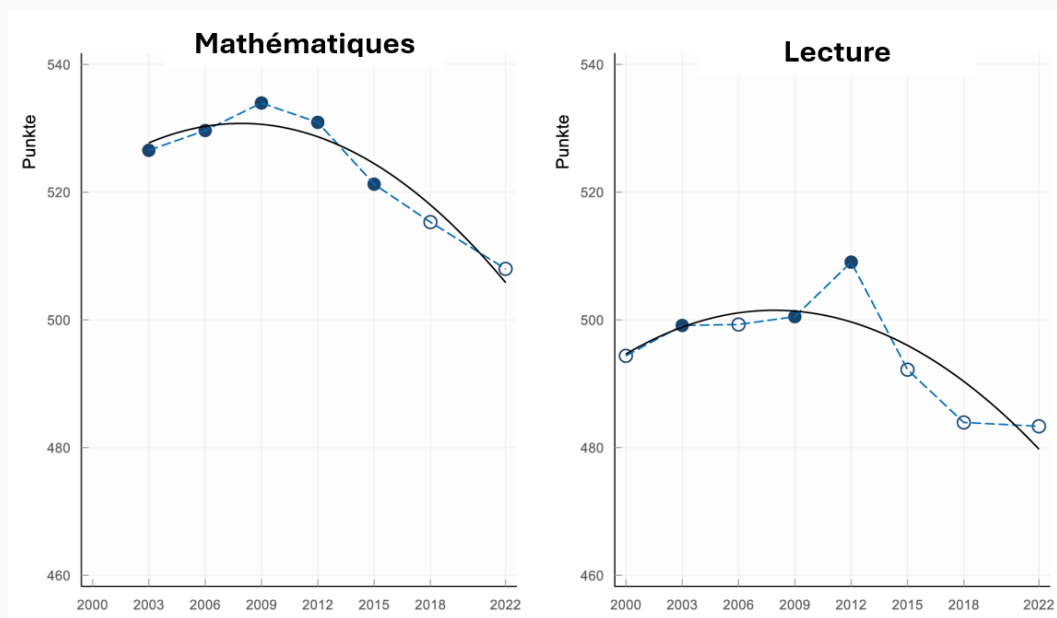
Compétences fondamentales en Suisse: *constatations, lacunes et questions ouvertes*

Évaluations des compétences: les compétences fondamentales sont-elles en baisse?

L'enquête PISA 2022 montre que si la Suisse se situe toujours au-dessus de la moyenne de l'OCDE en comparaison internationale, les résultats¹ des jeunes de 15 ans en mathématiques et en lecture ont considérablement baissé ces dernières années. Leur baisse est particulièrement marquée si on considère la tendance sur dix ans: entre 2012 et 2022, les moyennes ont baissé de manière significative, soit de 22,7 points en mathématiques et de 25,1 points en lecture (cf. figure 1).

Aujourd'hui, près d'un jeune de 15 ans sur cinq n'atteint pas le niveau minimum requis en mathématiques; en lecture, ce chiffre est d'un sur quatre environ.

Figure 1: Évolution des résultats en mathématiques et en lecture en Suisse depuis la première enquête PISA



Remarque: Les points blancs correspondent à des estimations des résultats moyens qui ne s'écartent pas de manière statistiquement significative, à la hausse ou à la baisse, des estimations de l'enquête PISA de 2022. Les lignes noires reflètent le mieux la tendance.

Source: OECD

L'enquête PISA met en évidence un lien évident entre la réussite scolaire et l'origine familiale. Les jeunes issus de familles socialement défavorisées obtiennent des résultats nettement moins bons, notamment en mathématiques. De plus, l'écart de performance selon le milieu socio-économique s'est considérablement creusé en Suisse entre 2018 et 2022.

L'enquête COFO de 2024 confirme, elle aussi, ces différences dès la fin de la quatrième année scolaire (HarmoS). Au niveau national, 87% des

élèves atteignent les compétences fondamentales en compréhension orale dans la langue de scolarisation, 79% en compréhension écrite et 76% en mathématiques. Cela dit, on constate des différences marquées selon l'origine sociale, la première langue et le contexte migratoire: les enfants issus de milieux socio-économiques défavorisés sont nettement moins nombreux à acquérir les compétences fondamentales que les enfants qui ne sont pas confrontés à des difficultés socio-économiques.

À la fin du cycle du secondaire I, on observe une tendance similaire, selon la COFO 2023: 82% des élèves acquièrent les compétences fondamentales en lecture dans la langue de scolarisation. En orthographe, les résultats varient considérablement d'une région linguistique à l'autre. Ici aussi, l'origine sociale, la première langue et le contexte migratoire influencent de manière significative l'acquisition des compétences fondamentales.

La composition linguistique de la population scolaire évolue

La proportion d'élèves de la scolarité obligatoire dont la première langue² n'est pas la langue locale n'a cessé d'augmenter au cours des 25 dernières années, passant de 21% à 36%. Dans l'ensemble, le nombre d'élèves dont la première langue est la langue locale a diminué de 8% entre 2000 et 2025, tandis que le nombre de ceux dont la première langue est une autre langue a augmenté de 50%.

Cette évolution modifie les conditions générales de l'enseignement. L'enquête COFO 2024 montre qu'il existe un lien entre la langue parlée à la maison et l'acquisition des compétences fondamentales. Une forte proportion d'élèves présentant des facteurs de risque, tels qu'un milieu familial peu formé ou parlant une langue étrangère, peut en outre influencer la réussite scolaire de certains enfants voire de classes entières. L'hétérogénéité linguistique croissante ne concerne donc pas seulement certains apprenants, mais a également un impact croissant sur l'enseignement dans son ensemble et sur le système scolaire en général.

Les causes de ce recul restent en grande partie inconnues

Les facteurs influençant la réussite scolaire d'un élève sont bien documentés. Parmi ces facteurs figurent l'origine sociale, le contexte migratoire et la langue parlée à la maison. Cela dit, on ne sait pas exactement pourquoi les compétences fondamentales ont reculé ces dernières années. Diverses hypothèses sont certes discutées, mais on manque toutefois encore largement de preuves empiriques solides. Cela tient en partie à des données lacunaires. La Suisse ne dispose pas d'un système de monitoring uniforme des compétences fondamentales et comparable à long terme. Les compétences sont évaluées au moyen de divers outils, à différents niveaux scolaires et selon des procédures qui varient d'un canton à l'autre, sachant que ces mêmes domaines de compétences ne sont évalués ni de manière régulière ni selon une méthodologie uniforme. On déplore ainsi l'absence de données longitudinales fiables qui permettraient de mettre en évidence les évolutions et les causes possibles sur de longues périodes.

Différentes hypothèses sont avancées: on évoque entre autres l'évolution des comportements en ce qui concerne l'utilisation des médias ainsi que l'utilisation accrue d'appareils numériques. Ces évolutions ne permettent toutefois pas de tirer des conclusions claires quant aux causes du recul des compétences observé. La pandémie de COVID-19 est également parfois avancée comme explication possible. Mais cette hypothèse ne tient pas, car les tendances négatives en matière de résultats scolaires se dessinaient déjà avant que les écoles ne ferment pour cause de pandémie.

De même, l'évolution de la composition des classes ne permet d'expliquer que partiellement la baisse des résultats. Certes, la proportion d'adolescents ne parlant pas la langue de scolarisation à la maison a augmenté, mais le niveau de formation des parents s'est aussi amélioré, ce qui laisserait plutôt présager une hausse des résultats.

Dans l'ensemble, les causes restent donc floues: il existe des hypothèses plausibles, mais aucune explication empiriquement fondée concernant le recul des compétences fondamentales.



La prospérité de la Suisse repose sur une main-d'œuvre bien qualifiée. Le système de formation professionnelle duale joue un rôle majeur, car il permet aux jeunes d'entrer directement dans la vie active. Cela suppose toutefois que les jeunes disposent, au moment où ils entrent en apprentissage, de bases solides en lecture, en écriture et en mathématiques (ainsi que de compétences interdisciplinaires). Or ce sont justement ces compétences qui diminuent depuis des années. Selon un rapport sur l'éducation, la baisse des compétences chez les nouveaux apprenants correspond désormais à une année scolaire environ, tant pour les apprentissages de trois ans que pour les formations de deux ans sanctionnées par une attestation fédérale de formation professionnelle (AFP).

Les compétences scolaires sont étroitement liées aux perspectives de formation futures. L'étude TREE montre³ que des jeunes avec des compétences en lecture faibles courent un risque plus élevé de ne pas décrocher de diplôme du cycle secondaire II. Les lacunes constatées à la fin de la scolarité ne sont donc pas sans conséquences, mais peuvent avoir un impact à long terme sur les perspectives de formation et d'emploi.

La deuxième cohorte, TREE2, confirme⁴ également le lien entre les résultats scolaires et le parcours de formation ultérieur. Plus de 40% des jeunes qui n'ont satisfait qu'aux exigences de base au cycle secondaire I ne parviennent pas à intégrer directement une formation du cycle secondaire II au cours de la première année suivant la fin de la scolarité obligatoire. Par ailleurs, des résultats insuffisants dans la langue de scolarisation sont associés à une

probabilité nettement plus faible de suivre une formation professionnelle et à une probabilité nettement plus élevée de s'orienter vers une solution transitoire.

Des lacunes dans les compétences fondamentales ont également un impact négatif sur la recherche d'une place d'apprentissage. Selon le baromètre des transitions, des places d'apprentissage restent souvent vacantes faute de candidatures adéquates. Les entreprises invoquent des résultats scolaires insuffisants, des lacunes dans le domaine des langues ainsi qu'une inadéquation entre les exigences du poste et les compétences des candidats. Au-delà de la lecture, de l'écriture et des mathématiques, la motivation, la volonté d'apprendre, la présentation, la fiabilité et l'esprit d'équipe sont également des critères déterminants pour les entreprises au moment de débiter une formation professionnelle initiale. Selon le dernier baromètre des transitions, de nombreuses entreprises formatrices constatent notamment des faiblesses en matière d'autonomie, d'organisation personnelle, de concentration et de motivation. Le niveau insuffisant des qualifications des jeunes en fin de scolarité est d'ailleurs cité comme l'une des raisons de la baisse de l'offre de places d'apprentissage.



C'est au plus tard à l'entrée dans la formation professionnelle initiale que l'on mesure si les jeunes disposent de compétences fondamentales suffisantes au terme de la scolarité obligatoire. Celles-ci sont directement mobilisées dans la vie professionnelle: il faut comprendre des consignes de travail, traiter des informations, rédiger des textes et effectuer correctement des calculs. Afin de recueillir systématiquement le point de vue des entreprises formatrices sur les éventuelles lacunes et leurs conséquences dans la pratique professionnelle, *economiesuisse*, l'Union patronale suisse (UPS) et l'Union suisse des arts et métiers (usam) ont mené une enquête nationale auprès des entreprises durant l'été 2026. Au total, 2929 entreprises et responsables de la formation y ont participé. Les résultats détaillés font l'objet d'une analyse distincte.

Cette enquête complète les données existantes sur la formation en y ajoutant un éclairage essentiel: celui des entreprises qui forment des jeunes et sont quotidiennement confrontées aux conséquences d'une maîtrise insuffisante des compétences fondamentales.

Les entreprises constatent des lacunes manifestes

Les réponses des entreprises font ressortir une tendance claire: parmi les trois compétences fondamentales examinées, la lecture est la mieux évaluée, tandis que l'écriture et les mathématiques font l'objet d'appréciations nettement plus critiques. Un peu plus de la moitié des personnes interrogées estiment que les exigences en matière de lecture sont pleinement ou plutôt bien satisfaites (cf. figure 2). Selon les entreprises, les jeunes parviennent relativement bien à comprendre des consignes et des instructions écrites. Ils éprouvent en revanche davantage de difficultés à comprendre des textes longs et suivis ainsi qu'à en extraire les informations pertinentes.

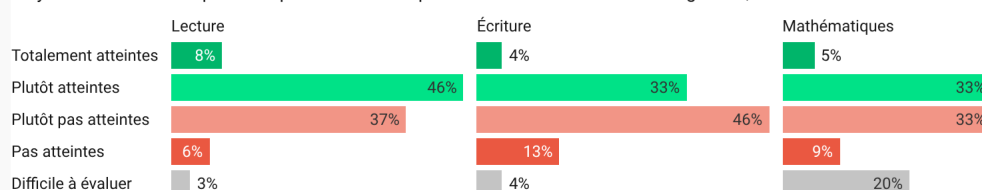
La nécessité d'agir est encore plus marquée en matière d'expression écrite. Ainsi, 59% des entreprises jugent les compétences rédactionnelles insuffisantes ou plutôt insuffisantes (cf. figure 2). L'orthographe et la grammaire suscitent les appréciations les plus critiques: plus de deux tiers des personnes interrogées constatent des lacunes dans ces domaines. Les évaluations négatives prédominent également pour ce qui est de la structuration des textes, de la cohérence linguistique des contenus et de l'adaptation de la formulation au public visé. Le bilan est plus ou moins équilibré uniquement pour la capacité à restituer par écrit les éléments essentiels avec ses propres mots.

Les entreprises relèvent également un net besoin d'amélioration en mathématiques. Dans l'ensemble, les appréciations critiques l'emportent légèrement sur les évaluations positives (cf. [figure 2⁵](#)). Les lacunes les plus fréquemment citées concernent la vérification de la plausibilité des résultats ainsi que la maîtrise des grandeurs et des unités. Les résultats sont légèrement meilleurs pour les opérations arithmétiques de base, comme le calcul de la monnaie à rendre ou la vérification mentale de quantités simples. Il apparaît néanmoins clairement qu'à leur entrée dans la formation professionnelle initiale, de nombreux apprenants ne maîtrisent pas les bases mathématiques attendues par les entreprises.

Les résultats sont homogènes dans les différentes régions linguistiques. Globalement, les écarts entre la Suisse alémanique, la Suisse romande et le Tessin sont minimes.

Figure 2: Évaluation des compétences fondamentales

Moyenne des résultats pour les questions de l'enquête relatives à l'atteinte des exigences, n = 2929



Graphique: economiesuisse (Nadine Wüthrich) • Source: Enquête réalisée par economiesuisse, l'UPS et l'usam, en juillet 2026 • Créé avec Datawrapper

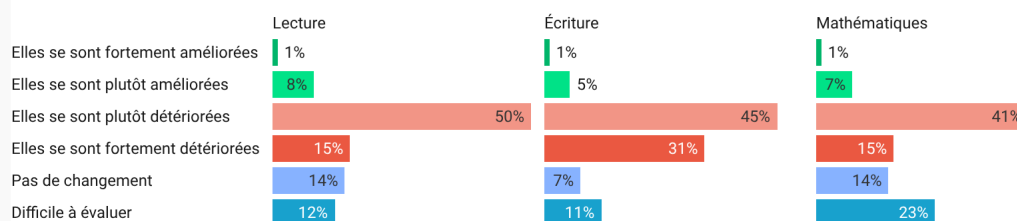
Une dégradation qui se dessine depuis plusieurs années déjà

Les entreprises ne se contentent pas de relever les lacunes actuelles: elles observent depuis plusieurs années une nette dégradation des compétences fondamentales. Dans les trois domaines – lecture, écriture et mathématiques –, les évaluations négatives prédominent largement. Des améliorations ne sont observées que de manière sporadique, surtout en lecture (cf. figure 3). Le recul est particulièrement marqué dans le domaine de l'écriture: environ trois quarts des entreprises indiquent que les compétences rédactionnelles de leurs apprenants se sont détériorées. Une entreprise sur trois évoque même une forte détérioration. Une majorité d'entreprises constatent également un recul en lecture et en mathématiques.

Près de la moitié observent cette évolution depuis environ cinq ans et un quart depuis une dizaine d'années déjà. Moins d'une entreprise sur cinq estime que le phénomène ne remonte qu'à deux ou trois ans. Pour les entreprises, il ne s'agit donc pas d'un phénomène passager, mais d'une tendance durable à la baisse des compétences fondamentales.

Figure 3: Évolution des compétences fondamentales ces dix dernières années

n = 2929



Graphique: economiesuisse (Nadine Wüthrich) • Source: Enquête réalisée par economiesuisse, l'UPS et l'usam, en juillet 2026 • Créé avec Datawrapper

Les lacunes dans les compétences fondamentales pèsent sur les entreprises formatrices

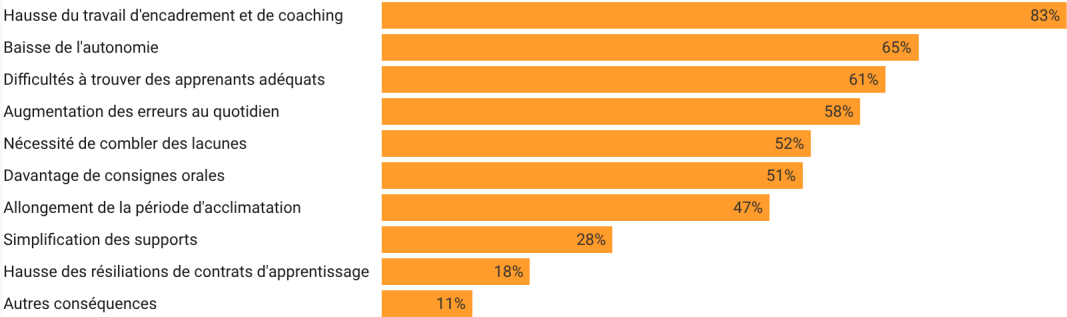
Les lacunes dans les compétences fondamentales se font immédiatement sentir dans le quotidien des entreprises. Celles-ci font le plus souvent état d'un besoin accru d'encadrement et d'accompagnement. S'y ajoutent la difficulté à recruter des apprenants appropriés disposant des compétences fondamentales requises, une moindre autonomie ainsi qu'une multiplication des erreurs dans le travail quotidien. Les lacunes relevées ont donc des conséquences directes sur la formation (cf. figure 4).

La plupart des entreprises prennent des mesures pour y remédier. Deux tiers d'entre elles interviennent en interne, notamment en renforçant l'encadrement, en proposant des prestations supplémentaires de coaching et de soutien, des cours de rattrapage en interne ou des formations. Environ deux entreprises sur cinq recourent à des prestations externes, notamment aux cours d'appui et de soutien, à des cours de rattrapage ou du coaching scolaire proposés par les écoles professionnelles. Un peu moins d'un quart n'a pris jusqu'ici aucune mesure spécifique. Globalement, environ trois quarts des entreprises

soutiennent leurs apprenants au moyen de mesures supplémentaires internes et/ou externes.

Figure 4: Conséquences de la baisse des compétences fondamentales sur les entreprises

Plusieurs réponses possibles. Le résultat indique la proportion d'entreprises ayant coché une réponse. n = 2307

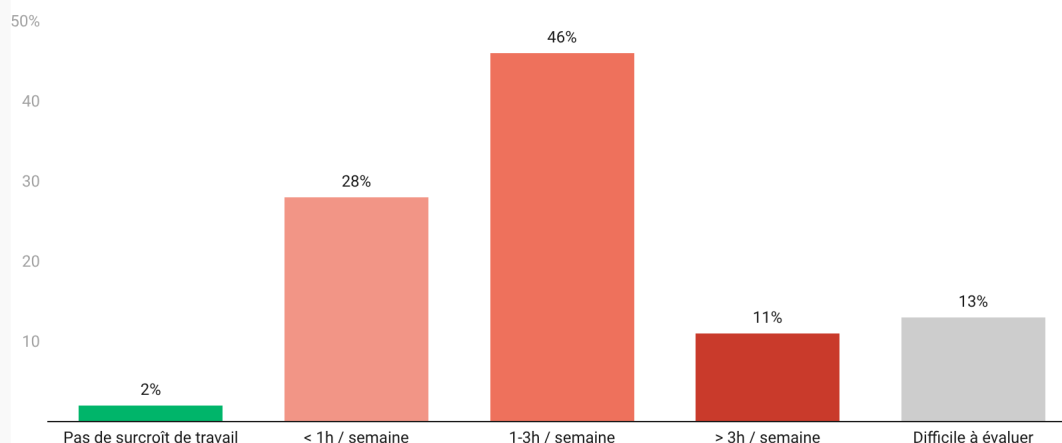


Graphique: economiesuisse (Nadine Wüthrich) • Source: Enquête réalisée par economiesuisse, l'UPS et l'usam, en juillet 2026 • Créé avec Datawrapper

La dégradation des compétences fondamentales entraîne une charge de travail supplémentaire considérable: la grande majorité des entreprises indiquent consacrer régulièrement jusqu'à trois heures par semaine à l'encadrement et au soutien de chaque apprenant dont les compétences fondamentales sont insuffisantes (cf. figure 5).

Figure 5: Surcroît de travail hebdomadaire pour un-e apprenant-e

n = 2307

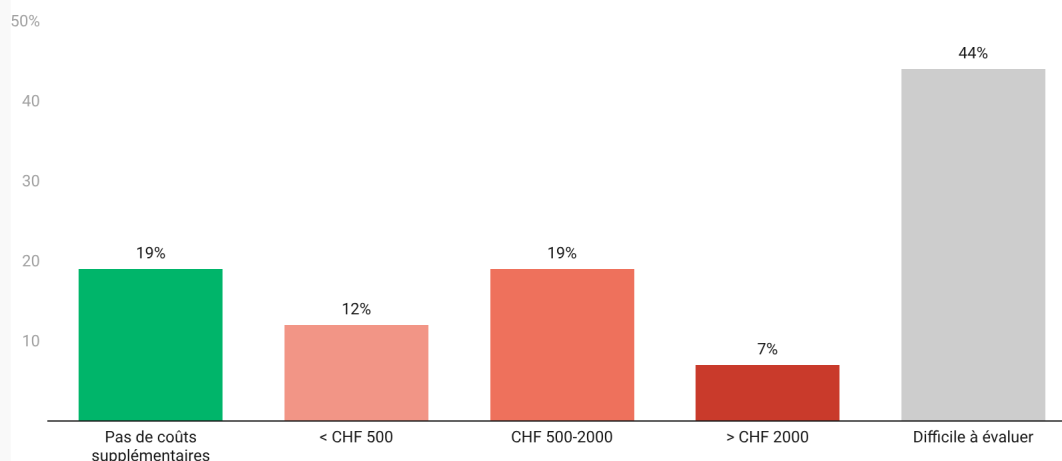


Graphique: economiesuisse (Nadine Wüthrich) • Source: Enquête réalisée par economiesuisse, l'UPS et l'usam, en juillet 2026 • Créé avec Datawrapper

Les répercussions se font également sentir au niveau financier: environ deux entreprises sur cinq indiquent que les mesures prises occasionnent des coûts directs supplémentaires. Le plus souvent, ces surcoûts atteignent jusqu'à 2000 francs par an et par apprenant. Une proportion plus faible d'entreprises évalue ces dépenses à plus de 2000 francs, tandis que près d'un cinquième ne fait pas état de coûts supplémentaires directs (cf. [figure 6⁶](#)).

Figure 6: Coûts supplémentaires induits par les mesures mises en oeuvre

n = 2307



Graphique: economiesuisse (Nadine Wüthrich) • Source: Enquête réalisée par economiesuisse, l'UPS et l'usam, en juillet 2026 • Créé avec Datawrapper

Ces résultats montrent que les entreprises assument leurs responsabilités et investissent du temps, des ressources humaines et des moyens financiers supplémentaires pour soutenir les apprenants dont les compétences fondamentales sont insuffisantes.

Conséquences sur la disposition à former et la sélection des apprenants

Malgré le déclin des compétences fondamentales et l'augmentation des charges qui en découle, la majorité des entreprises continuent de former des apprenants, réaffirmant ainsi leur fort engagement envers la formation professionnelle. En parallèle, une entreprise sur cinq déclare recruter moins d'apprenants en raison de cette évolution ou avoir l'intention d'en recruter moins à l'avenir (cf. figure 7). Toutefois, cela ne traduit généralement pas un désengagement total. Le plus souvent, les entreprises font état de procédures de sélection plus strictes et d'exigences renforcées. Elles préfèrent également laisser des places vacantes lorsque les candidats manquent de compétences fondamentales.

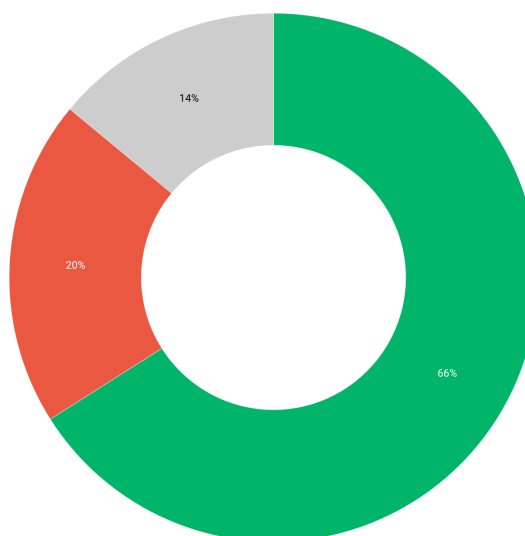
Ce constat corrobore les résultats du Baromètre des places d'apprentissage, selon lequel le déficit de qualifications des jeunes quittant l'école pousse les entreprises à réduire leur offre de places d'apprentissage.

Des écarts marqués apparaissent selon la taille des entreprises. Autour de 30% des microentreprises (jusqu'à 9 collaborateurs) déclarent recruter ou avoir l'intention de recruter moins d'apprenants en raison de cette évolution, contre seulement 13% des grandes entreprises (plus de 2499 collaborateurs). Cette différence pourrait notamment s'expliquer par le fait que les grandes entreprises disposent d'un vivier de candidats plus vaste et que, compte tenu de leurs importants besoins en main-d'œuvre qualifiée, elles maintiennent leur effort de formation malgré les difficultés de recrutement et déploient des mesures d'accompagnement supplémentaires. Néanmoins, même au sein de ces grandes structures, le volume de candidatures fluctue selon le métier, la région ou la branche. Enfin, lorsque des places restent vacantes faute de profils adéquats, les grandes entreprises ont tendance à les remettre au concours l'année suivante plutôt qu'à les supprimer définitivement.

Figure 7: Conséquences de la baisse des compétences fondamentales sur le recrutement

n = 2307

■ Pas de conséquence sur le recrutement ■ Baisse (future) du recrutement ■ Autres



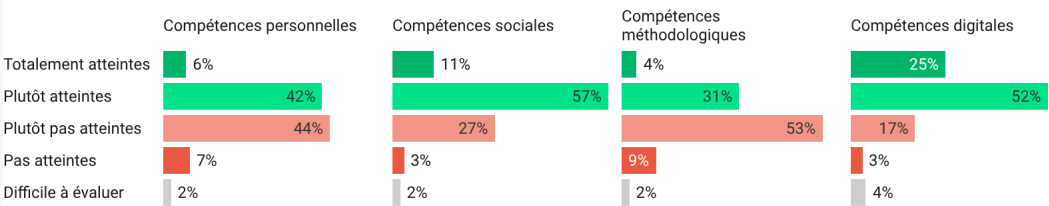
Graphique: economiesuisse (Nadine Wüthrich) • Source: Enquête réalisée par economiesuisse, IUPS, Iusam, en juillet 2026 • Créé avec Datawrapper

Il faut également agir en matière de compétences transversales

Outre les compétences fondamentales classiques, les entreprises ont également évalué les compétences transversales⁷. Celles-ci comprennent les compétences personnelles, telles que la capacité à s'organiser, la motivation intrinsèque et la persévérance; les compétences sociales, comme la capacité à communiquer et à collaborer; les compétences méthodologiques, telles que l'esprit critique et la capacité à résoudre des problèmes, ainsi que les compétences numériques nécessaires à l'utilisation des outils digitaux et des applications d'intelligence artificielle. Les résultats font apparaître une tendance claire: les compétences numériques sont les mieux évaluées. Environ trois quarts des entreprises estiment qu'elles répondent pleinement ou plutôt bien aux exigences. Les compétences sociales sont elles aussi jugées positivement par une majorité d'entreprises. Les évaluations sont plus critiques en ce qui concerne les compétences personnelles et, surtout, méthodologiques. De nombreuses entreprises estiment que des améliorations substantielles sont nécessaires dans ces domaines (cf. figure 8).

Figure 8: Évaluation des compétences interdisciplinaires

Moyenne des résultats pour les questions de l'enquête relatives à l'atteinte des exigences, n = 2929



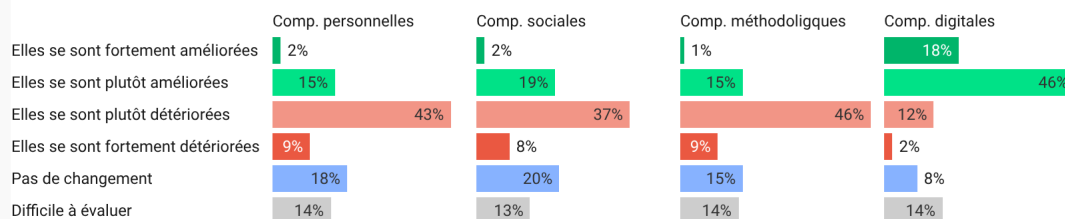
Graphique: economiesuisse (Nadine Wüthrich) • Source: Enquête réalisée par economiesuisse, l'UPS, l'usam, en juillet 2026 • Créé avec Datawrapper

L'évolution des compétences transversales varie elle aussi selon les secteurs d'activité. Alors que près de deux tiers des entreprises constatent des progrès dans le domaine numérique, les compétences personnelles, sociales et méthodologiques sont plus souvent considérées comme étant en recul. Cette perception est particulièrement marquée pour les compétences méthodologiques et personnelles (cf. figure 9). Comme pour les compétences fondamentales, les entreprises estiment qu'il ne s'agit pas d'une évolution à court terme: près de la moitié l'observent depuis environ cinq ans et un quart depuis une dizaine d'années déjà. Moins d'une entreprise sur cinq ne constate ce recul que depuis deux ou trois ans.

Les difficultés touchent donc de plus en plus les compétences transversales, pourtant déterminantes pour réussir une formation professionnelle. Dans un contexte marqué par la diffusion croissante de l'intelligence artificielle (IA), les compétences professionnelles – qui reposent sur les compétences fondamentales – ainsi que les compétences transversales revêtent une importance considérable. Les réponses des entreprises montrent que l'IA est certes utilisée, mais que son usage suppose la maîtrise de compétences fondamentales. Un formateur résume la situation en ces termes: **«L'IA a révolutionné le monde. On l'utilise beaucoup, sans vraiment comprendre de quoi il s'agit.»** Pour utiliser l'IA de manière responsable, il faut être capable de replacer correctement les informations dans leur contexte, d'examiner les résultats d'un œil critique, d'évaluer les sources et de reconnaître les limites de la technologie. À l'avenir, l'esprit critique et analytique ainsi que la capacité à résoudre des problèmes gagneront donc encore en importance, en combinaison avec les connaissances professionnelles.

Figure 9: Évolution des compétences interdisciplinaires

Moyenne des résultats pour les questions de l'enquête relatives à l'évolution des compétences, n = 2929



Graphique: economiesuisse (Nadine Wüthrich) • Source: Enquête réalisée par economiesuisse, l'UPS et l'usam, en juillet 2026 • Créé avec Datawrapper

Des signaux clairs de la part des entreprises formatrices

L'enquête dresse un constat clair: de nombreuses entreprises relèvent des lacunes dans les compétences fondamentales de leurs apprenants et observent une dégradation depuis cinq à dix ans. Les compétences rédactionnelles et certaines aptitudes mathématiques essentielles font l'objet d'appréciations particulièrement critiques. Parallèlement, les apprenants présentent des lacunes croissantes dans des compétences transversales clés telles que l'autonomie, la capacité d'organisation ou l'esprit critique.

Les conséquences ne se font pas uniquement sentir à l'école, mais aussi lors du recrutement et dans le quotidien des entreprises. Ces lacunes compliquent la recherche de candidats adéquats, accroissent les besoins d'encadrement et augmentent le coût de la formation. Il convient toutefois de relever que l'enquête porte uniquement sur les compétences des jeunes ayant effectivement obtenu une place d'apprentissage. Il est possible que ceux qui présentent des lacunes plus importantes ne soient tout simplement pas embauchés. Les déficits réels parmi l'ensemble des jeunes quittant l'école pourraient donc être encore plus marqués.

Malgré ces difficultés, la plupart des entreprises continuent de s'engager en faveur de la formation et investissent des ressources considérables pour soutenir leurs apprenants au début de leur parcours professionnel. Il importe néanmoins de rester attentif à l'évolution de cette disposition à former. Pour un cinquième des entreprises interrogées, les coûts supplémentaires ont déjà conduit ou pourraient conduire à une réduction de l'offre de places d'apprentissage.

Les résultats soulignent ainsi combien de solides compétences fondamentales et transversales sont déterminantes non seulement pour réussir le passage de l'école obligatoire à la formation professionnelle et au marché du travail, mais aussi pour préserver la disposition des entreprises à former des apprenants.



Les compétences fondamentales sont déterminantes pour réussir la transition vers la formation professionnelle, pour décrocher un diplôme du cycle secondaire II et pour intégrer directement le marché du travail. Si les capacités en lecture, en écriture et en mathématiques sont insuffisantes, la recherche d'une place d'apprentissage est plus difficile, l'encadrement au sein de l'entreprise doit être renforcé et la formation coûte plus cher. Les entreprises assument d'ores et déjà leurs responsabilités et soutiennent les apprenants en leur fournissant des ressources supplémentaires. Cependant, malgré tous leurs efforts, elles ne peuvent pas compenser les lacunes présentes en fin de la scolarité obligatoire.

Du point de vue de l'économie, les axes d'action suivants sont donc essentiels :

Voir les compétences fondamentales comme un facteur déterminant pour l'éducation, l'économie et l'attractivité d'une place économique

Des compétences fondamentales solides sont non seulement essentielles pour les jeunes eux-mêmes, mais constituent également une condition préalable au renforcement de la formation professionnelle duale, à la garantie d'une main-d'œuvre qualifiée et à la compétitivité de la place économique suisse. Les entreprises ont besoin de jeunes ayant achevé leur scolarité obligatoire et prêts à entamer une formation professionnelle. Plus on parvient à consolider

ces bases pendant la scolarité obligatoire, plus la transition vers la formation professionnelle sera réussie, plus les chances de décrocher un diplôme et d'atteindre l'objectif de 95% seront élevées et mieux les jeunes pourront s'affirmer sur le marché du travail à long terme. À l'inverse, les efforts nécessaires, les coûts et les risques augmentent pour les apprenants, les entreprises et l'ensemble du système éducatif si les lacunes doivent être comblées plus tard.

Rechercher les causes et réaliser des monitorings contraignants

Jusqu'ici, on n'a pu déterminer que de manière insuffisante les facteurs contribuant au déclin des compétences observé. En l'absence de données fiables sur ses causes, on risque de ne pas agir là où les mesures auraient le plus d'impact. C'est pourquoi il est nécessaire de rechercher les causes de manière ciblée. Pour cela, il est essentiel de disposer de données fiables sur les performances du système éducatif. Les milieux économiques se félicitent donc du renforcement du monitoring de l'éducation à partir de 2028. Cependant, le monitoring ne doit pas être une fin en soi. Les résultats doivent être présentés de manière transparente, discutés de manière ouverte et servir à apporter des améliorations concrètes. Pour renforcer les compétences de base, il faut savoir où se situent les lacunes, quels groupes sont particulièrement touchés et comment les performances évoluent. C'est le seul moyen de prendre des décisions en matière de politique éducative fondées sur des données et d'utiliser efficacement les ressources.

Renforcer les compétences de manière ciblée

À l'école primaire, il faut remettre la lecture, l'écriture et les mathématiques au centre de l'attention. La compréhension de textes longs, une orthographe et une grammaire correctes, une bonne maîtrise des grandeurs et des unités de mesure ainsi que la capacité à effectuer des estimations et à vérifier la plausibilité de résultats revêtent une importance particulière. Ces bases sont essentielles pour renforcer tant les compétences des jeunes eux-mêmes que l'ensemble du système de formation professionnelle dual. Si elles font défaut, les entreprises doivent compenser les lacunes scolaires au lieu de transmettre des compétences professionnelles. Dès lors, il est essentiel d'identifier rapidement les lacunes en matière de compétences et de les combler de manière ciblée. Du point de vue de l'économie, il est nettement plus efficace de promouvoir l'acquisition des bases rapidement, avant et pendant la scolarité obligatoire, que de combler ces lacunes après la transition vers la formation professionnelle.

Il est en outre nécessaire de renforcer de manière ciblée des compétences interdisciplinaires clés. Selon les entreprises, il faudrait améliorer notamment l'autonomie, la motivation personnelle, la persévérance ainsi que l'esprit critique et l'esprit d'analyse. Ces facultés ne cessent de gagner en importance dans un monde du travail numérisé. En ce qui concerne l'IA notamment, savoir simplement l'utiliser ne suffit pas: les jeunes doivent être capables d'évaluer des informations, de vérifier des résultats et d'identifier les limites des applications technologiques. Des bases techniques solides et une bonne compréhension des contenus concernés restent à cet égard une condition préalable essentielle.

Maintenir la volonté des entreprises de former des personnes

La volonté des entreprises de former des personnes reste forte, mais elle ne va pas de soi et réagit à des facteurs de hausse des coûts tels que les mesures supplémentaires visant à combler les lacunes en matière de compétences fondamentales pendant la formation. Pour que les entreprises continuent à proposer suffisamment de places d'apprentissage et à aider les jeunes à obtenir des diplômes reconnus, il faut renforcer leurs compétences fondamentales dès le plus jeune âge, de manière ciblée et efficace. C'est une tâche commune des écoles, des cantons ainsi que des milieux économiques et politiques – et une condition essentielle pour garantir une formation professionnelle solide et la compétitivité de la place économique suisse.



Rudolf Minsch

Responsable Politique économique générale & Économie extérieure, Chef économiste, Vice-président du comité de direction



Nadine Wüthrich

Collaboratrice de projet Politique économique et formation

-
1. Selon le plan d'études romand (et le «Lehrplan 21» alémanique), les compétences fondamentales couvrent les compétences dans la langue de scolarisation, dans la deuxième langue nationale, en anglais, en mathématiques et en sciences naturelles. Notre enquête auprès des entreprises et notre analyse se focalisent sur les compétences fondamentales que sont la lecture et l'écriture dans la langue de scolarisation ainsi que les mathématiques. Les résultats concernant les autres compétences fondamentales ne sont donc volontairement pas présentés.
 2. La première langue est définie comme la première langue qu'une personne apprend (on parle aussi de langue maternelle).
 3. L'étude «Transitions de l'École à l'Emploi (TREE)» est une vaste étude longitudinale qui examine le parcours de formation et professionnel de jeunes après la scolarité obligatoire. La première cohorte (TREE1) a terminé la scolarité obligatoire en 2000 et a été interrogée sur son parcours à onze reprises au total jusqu'à aujourd'hui.
 4. La deuxième cohorte (TREE2) a achevé sa scolarité obligatoire en 2016 et est depuis suivie dans le cadre de l'étude TREE.
 5. La proportion élevée de réponses «Impossible à évaluer» s'explique sans doute par le fait que les compétences géométriques et spatiales notamment ne revêtent pas la même importance dans tous les métiers et que toutes les entreprises formatrices ne sont donc pas en mesure de les évaluer.
 6. La proportion élevée de réponses «Impossible à évaluer» suggère que de nombreuses entreprises – ou leurs formateurs – peinent à chiffrer précisément l'impact financier des mesures appliquées.
 7. Les compétences transversales retenues dans le questionnaire s'inspirent du Plan d'études 21, puisque les compétences fondamentales requises à l'entrée dans la formation professionnelle reposent sur celui-ci. Dans la formation professionnelle, les compétences opérationnelles sont réparties entre les quatre piliers du modèle de compétences: les compétences professionnelles, soit les connaissances et le savoir-faire propres à un métier donné; les compétences méthodologiques, qui désignent la capacité à résoudre des problèmes de manière structurée et à planifier les étapes de travail; les compétences sociales, qui recouvrent l'aptitude à travailler en équipe et à interagir avec les autres de manière respectueuse et constructive; et les compétences personnelles, qui englobent l'attitude individuelle, l'autonomie et la capacité à porter un regard critique sur ses propres actions.
-